

Qui a perdu les régionales ?

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 18 décembre 2015

Nous le savions depuis des mois : le résultat final des élections régionales dépendrait exclusivement de la mise en œuvre du front républicain, visant à faire barrage au Front National. En effet, chacun savait que ce dernier ne pourrait gagner de régions s'il restait isolé.

De façon feutrée avant le premier tour, puis de façon explicite entre les deux tours, les forces de gauche, appuyées par des dirigeants de droite, ont demandé ce front républicain, et cela de façon de plus en plus pressante, juste avant l'élection, n'hésitant pas à affirmer que la droite se trouvait face à une responsabilité historique : le devoir de tout mettre en œuvre pour barrer la route aux forces fascistes.

De leur côté, les partis de la droite libérale et du centre ont manié à grande échelle un multiple langage : pas de front républicain de façon générale, mais un front républicain implicite dans certaines régions ; un langage public de refus absolu de toute alliance avec le Front national, mais des actions de terrain visant à obtenir le vote de ses électeurs.

Les résultats obtenus par les partis décrivent admirablement la grande confusion qui s'en est suivie :

- le premier parti de France n'obtient aucune présidence de région, ce qui est pour le moins surprenant ;
- le Parti socialiste, dont il était prévu avant l'été qu'il présiderait au mieux une ou deux régions, triomphe par sa domination sur cinq d'entre elles ;
- l'alliance entre les Républicains, le MoDem et l'UDI n'aboutit qu'à la présidence de sept régions, sachant que de très grandes régions, au nord et au sud de la France, sont sous haute surveillance des forces de gauche, formant provisoirement avec les vainqueurs une alliance improbable.

À ces résultats peu lisibles se greffent des comportements peu compréhensibles :

- la victoire de la gauche dans certaines régions est quasiment revendiquée comme une victoire pour tous par certains membres du parti Républicain (tel est le cas, par exemple, d'Alain Juppé sur ses terres du sud-ouest) ;
- la violence et la haine ont saisi un nombre impressionnant de personnalités des sereils politique, médiatique ou de la société civile, qui, dans des déclarations politiquement correctes paroxystiques, se sont posées en anges exterminateurs de la race blanche, des franchouillards, des racistes, des islamophobes, généralement de tous ceux qu'ils méprisent ;
- les Républicains continuent d'afficher des signaux contradictoires, la très centrée gauche NKM étant licenciée sans autre forme de procès, quand Sens commun se montre très critique vis-à-vis du tropisme de gauche des instances dirigeantes du parti, Estrosi et Bertrand affichant quant à eux leur admiration pour la gauche, alors que Laurent Wauquiez revendique sa position droitère, et que Valérie Pécresse n'a été élue que grâce aux voix du Front national dont elle ne voulait pas entendre parler...

Dans cette grande symphonie cacophonique, les Français en général, et les électeurs en particulier, semblent ne plus rien y comprendre.

De tout cela, il semble finalement qu'émerge une seule certitude : le 13 décembre 2015, la grande perdante de ces élections aura bien été la France.

François Billot de Lochner
